

REPÚBLICA DE



BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO - 36\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 10\$ a linha quando o anúncio for exclusivamente de tabelas ou com tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 30%. Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu curso.

ASSINATURAS

	Ano	Semestre
Para o País	500\$00	380\$00
Para o estrangeiro	900\$00	740\$00
AVULSO: por cada duas páginas	4\$00	

Os períodos de assinatura contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas da Quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada não serão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

SUMÁRIO

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA:

Decisão com Força de Lei n.º 16/80:

Ratifica o contrato firmado entre o Governo da República de Cabo Verde e o BEI para o financiamento do Projecto do Estaleiro de Reparação Naval do Porto Grande — Mindelo.

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n.º 67/80:

Exonera o Dr. Eutíquio Pinto Monteiro das funções de juiz do Tribunal Administrativo e de Contas.

Decreto n.º 68/80:

Designa o Dr. Eurico Pinto Monteiro para exercer as funções de 1.º substituto do Procurador da República.

Decreto n.º 69/80:

Cria o Curso de Formação de Animadores Sociais.

Decreto n.º 70/80:

Nomeia o Eng.º Horácio Soares, para exercer as funções de Director-Geral do Centro de Estudos Agrários, do Ministério do Desenvolvimento Rural.

Decreto n.º 71/80:

Dá por finda a comissão do Eng.º Horácio Soares das funções de Director-Geral de Conservação e Aproveitamento dos Recursos Naturais, do Ministério do Desenvolvimento Rural.

GABINETE DO PRIMEIRO MINISTRO:

Despacho:

Completando a distribuição do subsídio do Estado aos Municípios.

MINISTÉRIO DOS TRANSPORTES E COMUNICAÇÕES:

Portaria n.º 68/80:

Actualiza as taxas telegráficas e telefónicas aplicáveis ao serviço radio-marítimo.

Gabinete do Primeiro Ministro.

Direcção-Geral da Função Pública.

Avisos e anúncios oficiais.

Anúncios judiciais e outros.

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

Decisão com Força de Lei n.º 16/80

de 9 de Agosto

Usando da faculdade concedida pelo artigo 9.º da Lei sobre a Organização Política do Estado de 5 de Julho de 1975, decido para ter Força de Lei, o seguinte:

Artigo 1.º — 1. É ratificado o Contrato de Financiamento do projecto «Estaleiro de Reparação Naval no Porto Grande — Mindelo» celebrado entre o Banco Europeu de Investimento e o Governo da República de Cabo Verde, anexo a este diploma de que faz parte integrante.

2. O contrato referido no número anterior produzirá todos os efeitos, conforme nele se contém.

Art. 2.º A presente Decisão com Força de Lei entra imediatamente em vigor.

Publique-se.

Presidência da República, 24 de Junho de 1980. —
O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Projet «Chantier de Réparation Navale à Porto Grande
— Mindelo»

(Prêt conditionnel sur capitaux à risques)

CONTRAT DE FINANCEMENT

entre

LA REPUBLIQUE DU CAP VERT

et

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Luxembourg, le 23 avril 1980

Entre les soussignées:

La République du Cap Vert, représentée à l'effet du présent Contrat par Monsieur Osvaldo LOPES DA SILVA, Ministre de la Coordination Economique, en vertu du Décret Présidentiel n.º 2/77, dont le texte est joint en anexe au présent Contrat (Annexe I.), lequel Ministre est représenté par Monsieur Arnaldo Carlos VASCONCELOS FRANÇA, Secrétaire d'Etat aux Finances, en vertu de la délégation de pouvoirs dont le texte est joint en annexe au présent Contrat (Annexe II.).

dénommée ci-après *L'Emprunteur*

d'une part,

La Banque Européenne d'Investissement, provisoirement établie à Luxembourg, 2, place de Metz (Grand Duché de Luxembourg), agissant au présent Contrat pour le compte de la Communauté Economique Européenne (ci-après «La C.E.E.»), représentée par Monsieur Claud Richard ROSS, Vice-Président,

dénommée ci-après *La Banque*

d'autre part,

Considérant:

— que LA BANQUE a accordée à L'EMPRUNTEUR, aux termes du Contrat de financement signé les 1^{er}/20 février 1979, un prêt conditionnel sur capitaux à risques pour le financement d'une étude de faisabilité d'un chantier de réparation navale à Porto Grande — Mindelo sur l'île de São Vicente;

— que, au vu du rapport final de cette étude approuvé par les autorités Capverdiennes, celles-ci ont décidé la réalisation du chantier naval ci-dessus visé, réalisation dénommée ci-après «LE PROJET» et dont le descriptif technique figure en annexe au présent Contrat (Annexe A.);

— que dans ce but, est prévue la mise en place de structures institutionnelles consistant d'une part, de la Société CABMAR, (ci-après dénommée «La Société Propriétaire») dont il a été prévu que la totalité du capital fixé à 400 000 000 (quatre cent millions) d'Escudos Cap-verdiens soit détenue par L'Emprunteur et, d'autre part, d'une société d'exploitation de droit Cap-

-verdien (ci-après dénommée «CABNAVE»), dont il a été prévu que le capital fixé à 80 000 000 (quatre vingt-millions) d'Escudos Cap-verdiens, serait détenu par la Société propriétaire, ci-dessus mentionnée, la Société LISNAVE, Estaleiros Navais De Lisboa S.a.r.L., Société de droit portugais, la Société Scheepswerf de Waal V.B., Société de droit néerlandais et Monsieur António Spencer VIEIRA, Citoyen portugais;

— qu'en vue de permettre à L'Emprunteur de mobiliser la part de fonds propres nécessaire au financement du Projet dans des conditions satisfaisantes, fond propres dont il fera apport à la Société Propriétaire, L'Emprunteur a sollicité de La Banque, dans le cadre de la Convention ACP-CEE signée à Lomé le 28 février 1975, l'octroi d'un prêt conditionnel sur capitaux à risques, d'un montant équivalant à environ 3 500 000 (trois millions cinq cent mille) unités de compte européennes (désignées ci-après par le sigle «U.C.E.» et dont la définition figure en Annexe B. au présent Contrat);

— qu'il est prévu que le solde du financement du coût du Projet, présentement estimé à 21 040 000 (vingt-et-un millions quarante mille) U.C.E., intérêts intercalaires compris, soit assuré, outre le prêt ci-dessus visé sollicité de La Banque, de la manière suivante:

	Equivalent en Millions d'U.C.E.
République du Cap-Vert	3,5
Banque Africaine de Développement...	9,2
Société CABNAVE	2,4
Crédits à moyen terme... ..	2,5
	17,6

— les dispositions de l'article 11, paragraphe 2, de l'Accord Interne du 11 juillet 1975 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté et les dispositions de l'article 4, paragraphe 3, du Protocole n.º 2 annexé à LA CONVENTION, relatives aux formes que peuvent prendre les concours de la Communauté accordés sous forme de capitaux à risques;

— la disposition de l'article 67 de LA CONVENTION aux termes de laquelle les Etats A.C.P. ont pris des engagements concernant le service en devises des prêts consentis par LA BANQUE;

la disposition de l'article 10 de la décision 6/79 du Conseil des Ministres ACP-CEE du 23 mars 1979, relative au régime fiscal des intérêts et amortissements, dus au titre, notamment, des prêts conditionnels sur capitaux à risques;

— que LA BANQUE, ayant estimé que la présente opération entre dans le cadre de sa mission et est en conformité avec les objectifs fixés par LA CONVENTION, a décidé de donner suite à la demande de L'EMPRUNTEUR.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1

Dispositions relatives au versement

1.01 Montant du crédit

LA BANQUE, au titre des ressources sur capitaux à risques, ouvre au bénéfice de L'EMPRUNTEUR, qui accepte, un crédit d'un montant équivalant à environ

3 500 000 (trois millions cinq cent mille) U.C.E. Ce montant est destiné exclusivement à la libération partielle, à concurrence de 200 000 000 (deux cent millions) d'Escudos Cap-verdiens de la part de L'EMPRUNTEUR dans le capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE, cette part étant fixée à 400 000 000 (quatre cent millions) d'Escudos Cap-verdiens.

La valeur de l'Unité de Compte Européenne est celle définie à l'Annexe B. au présent Contrat.

10.2 Modalités de versement

Le crédit sera tenu à la disposition de L'EMPRUNTEUR à partir de la signature du présent Contrat.

Ce crédit lui sera versé lorsqu'il en fera la demande et compte tenu des conditions de versement prévues au paragraphe 04 du présent article.

Les demandes de versement, accompagnées des justificatifs prévus au même paragraphe 04, devront être reçues par LA BANQUE trente jours au moins avant la date choisie par L'EMPRUNTEUR pour le versement. LA BANQUE effectuera ces versements au compte ou aux comptes communiqués par L'EMPRUNTEUR ou que celui-ci lui communiquera en même temps que la demande de versement.

1.03 Régime monétaire pour les versements

LA BANQUE effectuera les versements, dans la ou les monnaies des Etats membres de C.E.E., en appliquant pour le calcul des sommes à verser les taux de conversion des monnaies versées par rapport à l'U.C.E. déterminés en application de l'Annexe B. au présent Contrat.

Les taux de conversion pris en considération en vue de l'application de l'alinéa qui précède, seront ceux en vigueur au plus tôt le dixième jour avant la date du versement en cause.

1.04 Conditions de versement

Les versements prévus au paragraphe 02 du présent article sont soumis à la condition que, trente jours avant le versement en cause:

A. en ce qui concerne le premier versement LA BANQUE ait reçu de L'EMPRUNTEUR les documents:

- a) relatant la ratification du présent Contrat par Décret Présidentiel;
- b) définissant un plan de financement complet du Projet sous une forme et à des conditions jugées satisfaisantes par LA BANQUE;
- c) définissant les modalités, jugées satisfaisantes par LA BANQUE;
 - (i) d'une convention entre la SOCIETE PROPRIETAIRE et CABNAVE et fixant des obligations respectives de ces deux Sociétés dans les domaines techniques et financiers dont, notamment, le loyer à payer par CABNAVE à la SOCIETE PROPRIETAIRE.
 - (ii) d'une convention entre L'EMPRUNTEUR et CABNAVE, fixant les obligations respectives des parties, notamment pour ce qui concerne:
 - la réalisation des investissements connexes au Project et incombant aux autorités Cap-verdiennes tels que ceux rela-

tifs à la route d'accès, l'approvisionnement en eau et électricité, la desserte en télécommunications et la mise à disposition de moyens d'hébergement à Mindelo;

— le régime fiscal et douanier applicable;

— la formation professionnelle du personnel destiné à assurer des prestations satisfaisantes en matière de réparation navale.

B. en ce qui concerne chacun des versements, y compris le premier, LA BANQUE ait reçu de L'EMPRUNTEUR les documents attestant:

- a) qu'il doit satisfaire à une demande de fonds concernant la libération d'une tranche du capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE pour le montant fixé au calendrier de libération dudit capital établi en accord avec LA BANQUE;
- b) le versement par L'EMPRUNTEUR à la SOCIETE PROPRIETAIRE sur ses ressources budgétaires d'une partie de la tranche concernée telle que fixée au calendrier de libération du capital;

C. en ce qui concerne chacun des versements suivant le premier versement, LA BANQUE ait reçu les documents attestant la libération intégrale de la tranche de capital précédemment appelée.

105 Annulation du crédit ouvert

L'EMPRUNTEUR, à tout moment, a la faculté de déclarer annulé en tout ou en partie, le montant non encore versé du crédit ouvert.

LA BANQUE, à compter du 31 décembre 1983, a la faculté de déclarer annulé, en tout ou en partie, le montant non encore versé du crédit ouvert. Toutefois, LA BANQUE procédera automatiquement à l'annulation du montant non encore versé du crédit ouvert dès que la somme des montants versés aura atteint 200 000 000 (deux cent millions) d'Escudos Cap-verdiens.

1.06 Résiliation de l'ouverture de crédit

LA BANQUE, à tout moment, a la faculté de résilier, avec effet immédiat, en tout ou en partie, l'ouverture de crédit, pour ce qui concerne son montant non encore versé, si l'un ou l'autre des cas prévus à l'article 10 du présent Contrat.

1.07 Suspension des versements

Sans préjudice des dispositions des paragraphes 05 et 06 du présent article et de l'article 10 du présent Contrat, LA BANQUE, à tout moment, a la faculté de suspendre les versements à L'EMPRUNTEUR au titre du crédit ouvert en vertu du paragraphe 01 du présent article, lorsqu'il se présente l'un ou l'autre des cas prévus à l'article 10 du présent Contrat et aussi longtemps que, de l'avis de LA BANQUE, persiste une telle situation.

ARTICLE 2

Le prêt conditionnel

2.01 Montant du prêt

Le montant du prêt sera constitué par l'équivalent en U.C.E. des montants versés dans les monnaies utilisées par LA BANQUE pour chaque versement à L'EMPRUNTEUR et confirmés par LA BANQUE à L'EMPRUNTEUR à l'occasion de chacun d'eux.

Le prêt sera remboursé par L'EMPRUNTEUR aux conditions prévues par les articles 4 et 10 du présent Contrat.

2.02 Régime monétaire des sommes dues par L'EMPRUNTEUR au titre du Contrat

A. Les montants en principal, intérêts et autres charges, dus par L'EMPRUNTEUR au termes du présent Contrat, seront versés par lui à LA BANQUE dans les monnaies des Etats membres de LA C.E.E. choisies par lui.

Les taux de conversion de l'U.C.E. en monnaies des Etats membres de LA C.E.E. pour le paiement des sommes dues, ainsi que prévu à l'alinéa qui précède, sont ceux en vigueur le dixième jour avant celui du versement à LA BANQUE ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le premier jour ouvrable qui le suit.

B. Tous des paiements, autres que ceux visés à la lettre A. qui précède, seront effectués par L'EMPRUNTEUR dans les monnaies indiquées par LA BANQUE compte tenu de la nature de ces paiements.

ARTICLE 3

Intérêts

3.01 Taux d'intérêt

L'EMPRUNTEUR sera redevable envers LA BANQUE, sur les montants versés et non encore remboursés, d'un intérêt calculé au taux de 2 % l'an.

Les intérêts seront payables annuellement, à terme échu, à la date fixée au paragraphe 03 de l'article 5 du présent Contrat.

3.02 Retard de paiement

En cas de retard dans le paiement de l'une quelconque des sommes dues au titre du présent Contrat et sans préjudice des dispositions du paragraphe 01 qui précède du présent article et de l'article 10, L'EMPRUNTEUR sera, de plein droit et sans mise en demeure, redevable d'une pénalité d'un taux égal à celui fixé ci-dessus augmenté de 2,5 % (deux et demi pour cent) l'an portant sur la somme non payée. Cette pénalité remplace l'intérêt fixé au paragraphe 01 du présent article.

ARTICLE 4

Remboursement

4.01 Remboursement normal

Sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe 03 du présent article, L'EMPRUNTEUR remboursera le principal du prêt conformément au tableau d'amortissement annexé au présent Contrat (Annexe C), en dix-huit annuités, la première échéant de 15 juillet 1987.

4.02 Remboursement anticipé facultatif

L'EMPRUNTEUR aura à tout moment la faculté de procéder au remboursement anticipé de tout ou partie du prêt moyennant un préavis de quinze jours.

Les montants faisant l'objet du remboursement anticipé sont exigibles à la date notifiée à LA BANQUE.

4.03 Remboursement anticipé conditionnel

A. Au cas où, à partir de l'exercice 1986, au titre du capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE qu'il détient, serait versée à L'EMPRUNTEUR sous forme de remboursement de capital ou sous quelque autre forme que ce soit, une rémunération excédant 6 % de leur valeur nominale d'origine, L'EMPRUNTEUR affectera la moitié des sommes ainsi reçues correspondant à l'excédent, au remboursement anticipé du solde du prêt dans une proportion égale au rapport entre la partie du capital détenue par lui et financée au moyen du produit du présent prêt (compte tenu de cessions ou transferts éventuels) et la totalité de la partie du capital détenue par lui sur la base de laquelle lui a été versé ladite rémunération.

B. En cas de dissolution de la SOCIETE PROPRIETAIRE entraînant la cessation définitive de son exploitation et après constatation par LA BANQUE, les remboursements de L'EMPRUNTEUR, au titre du prêt dont il demeurerait alors redevable envers LA BANQUE, seront limités à la part de l'actif net perçue par L'EMPRUNTEUR en sa qualité de détenteur du capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE au titre de la fraction du capital de celle-ci acquise par L'EMPRUNTEUR au moyen du produit du prêt objet du présent Contrat.

C. En cas de cession ou de transfert par L'EMPRUNTEUR de tout ou partie du capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE qu'il détient, LA BANQUE aura la faculté de demander à L'EMPRUNTEUR que soit affecté au remboursement anticipé du solde du présent prêt un montant déterminé en fonction:

- d'une part, de la valeur du capital cédé ou transféré, calculée sur la base de sa valeur nominale;
- d'autre part, du rapport entre la fraction du capital détenu par L'EMPRUNTEUR et financée au moyen du produit du présent prêt (compte tenu de cessions ou transferts antérieurs) et le total du capital détenu par lui au moment de ces opérations.

Au cas où L'EMPRUNTEUR, avec l'accord préalable de LA BANQUE, transférerait tout ou partie du capital possédé par lui à un organisme public entièrement détenu par lui autre que la SOCIETE PROPRIETAIRE, il sera convenu entre les parties dans quelles conditions les dispositions de la présente clause seront appliquées.

D. Les remboursements anticipés seront effectués à LA BANQUE dans les soixante jours du versement à L'EMPRUNTEUR des sommes lui revenant à la suite des opérations visées en A., B. et C. Ci-dessus.

4.04 Disposition commune aux remboursements anticipés

Les montants remboursés par anticipation seront imputés sur les montants de remboursement prévus aux dernières échéances d'amortissement.

ARTICLE 5

Paievements

5.01 Domiciliation des paiements

L'EMPRUNTEUR versera toutes les sommes dont il est redevable aux termes du présent Contrat au compte ou aux comptes que LA BANQUE lui aura indiqués quinze jours au mois avant le terme de l'échéance.

Ce délai n'est pas applicable dans les cas prévus au paragraphe 02 de l'article 4 et à l'article 10 du présent Contrat.

5.02 Décompte des paiements afférents à des fractions d'année

Les montants dus au titre d'intérêts, de pénalités ou d'autres sommes dont L'EMPRUNTEUR est redevable envers LA BANQUE en vertu présent Contrat et portant sur des fractions d'année, seront calculés sur la base d'une année de 360 jours et de mois de 30 jours,

5.03 Dates de paiement

Les sommes, dues annuellement au titre du présent Contrat, sont payables le 15 juillet de chaque année.

Les autres sommes dues au titre du présent Contrat sont payables à LA BANQUE dès que celle-ci demande le paiement à L'EMPRUNTEUR.

ARTICLE 6

6.01 Utilisation du produit du prêt

L'EMPRUNTEUR s'engage à utiliser le produit du prêt au financement de son apport au capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE et fera en sorte que le produit en soit affecté exclusivement à la réalisation du Projet.

6.02 Financement complémentaire

Au cas où la contre-valeur en Escudos Cap-verdiens du crédit ouvert, une fois effectué le versement de la totalité de ce dernier, s'avèrerait inférieure à 200 000 000 (deux-cent millions) d'Escudos Cap-verdiens, L'EMPRUNTEUR s'engage à assurer le financement de la totalité de son apport au capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE à concurrence de 400 000 000 (quatre cent millions) d'Escudos Cap-verdiens.

6.03 Dépassement du coût du Projet

L'EMPRUNTEUR s'engage à faire en sorte que, si le coût de la partie du Projet à la charge de la SOCIETE PROPRIETAIRE se révélait supérieur à ce que a été prévu, le financement de ce supplément de coût soit assuré sans recours à LA BANQUE sous quelque forme que ce soit et de manière à permettre la réalisation du Projet conformément aux dispositions de la description technique.

6.04 Appel à la concurrence

L'EMPRUNTEUR fera en sorte que les marchés et commandes de travaux, de matériels et de fournitures destinés à l'exécution du Projet soient passés par ou pour le compte de la SOCIETE PROPRIETAIRE dans toute la mesure du possible et d'une manière satisfaisante pour LA BANQUE, après appel à une concurrence internationale étendue, outre la République du Cap-Vert, au moins aux autres Etats signataires de LA CONVENTION.

6.05 Entretien

L'ensemble des installations réalisées et des matériels acquis au titre du Projet feront l'objet des travaux d'entretien, de réparation et éventuellement de réfection et

de renouvellement, nécessaires au maintien de leurs possibilités ou capacités normales d'utilisation..

6.06 Convention EMPRUNTEUR-CABNAVE; Convention SOCIETE PROPRIETAIRE-CABNAVE

L'EMPRUNTEUR s'engage, pour toute la durée du prêt:

- a) à faire en sorte que soient maintenues, en vue de la réalisation et de la gestion du Projet, les dispositions des Conventions EMPRUNTEUR-CABNAVE et SOCIETE PROPRIETAIRE-CABNAVE, mentionnées en (i) et (ii) de la lettre A. b) du paragraphe 04 de l'article 1 du présent Contrat.
- b) à recueillir l'accord préalable de LA BANQUE sur les modifications qu'il envisagerait d'apporter aux Conventions ainsi que sur les Conventions qui s'y substitueraient éventuellement et sur les modifications qu'il se proposerait d'apporter à ces dernières.

LA BANQUE devra faire connaître sa décision dans un délai qui n'excèdera pas trois mois, après réception des documents nécessaires à sa formulation, qui lui seront adressées par L'EMPRUNTEUR.

6.07 Présence de représentants de LA BANQUE au Conseil de Direction de la SOCIETE PROPRIETAIRE

L'EMPRUNTEUR s'engage à faire en sorte que soit ménagée à LA BANQUE la faculté d'assister à titre d'observateur aux séances du Conseil de Direction de la SOCIETE PROPRIETAIRE.

ARTICLE 7

Sûretés

Au cas où L'EMPRUNTEUR accorde en faveur de tiers, pour des dettes extérieures, des sûretés ou le bénéfice de traitements préférentiels ou prioritaires quelconques, il est tenu, à la demande de LA BANQUE, de constituer ou de fournir en faveur de LA BANQUE, agissant pour le compte de LA C.E.E., des sûretés ou privilèges équivalents.

Cette disposition ne s'applique pas aux sûretés et privilèges éventuels constitués sur des biens ou fournitures au moment de leur acquisition par L'EMPRUNTEUR en simple garantie du règlement de leur prix d'achat.

ARTICLE 8

Information

8.01 Informations relatives à L'EMPRUNTEUR

L'EMPRUNTEUR:

- a) s'il se propose d'accorder ou de fournir en faveur de tiers, pour des dettes extérieures, des sûretés ou le bénéfice de traitements prioritaires, en informera LA BANQUE en temps utile afin que celle-ci puisse en demander éventuellement le bénéfice;
- b) s'il se propose de procéder à la cession de tout ou partie du capital de la SOCIETE PROPRIETAIRE qu'il détient, en informera immédiatement LA BANQUE;

c) d'une manière générale, informera LA BANQUE de tout fait ou événement pouvant compromettre, l'exécution des obligations lui incombant aux termes du présent Contrat.

8.02 Informations concernant le Projet et la situation de la SOCIETE PROPRIETAIRE

L'EMPRUNTEUR fera en sorte que la SOCIETE PROPRIETAIRE:

a) fournisse et produise à LA BANQUE un rapport trimestriel d'exécution du Projet ainsi que tous documents et renseignements permettant à celle-ci d'en suivre le financement et l'exécution et qu'elle permette aux personnes désignées par LA BANQUE d'effectuer des visites des lieux, installations et travaux compris dans le Projet ainsi que toutes vérifications qu'elles jugeront utiles et qu'il leur soit donné toutes facilités à cet effet;

b) fournisse à LA BANQUE, dans le mois qui suit son approbation, son rapport annuel ainsi que tous les autres renseignements que LA BANQUE pourra raisonnablement demander sur sa situation financière générale;

c) porte sans délai à la connaissance de LA BANQUE toute modification de ses statuts et des textes régissant son activité;

d) d'une manière générale, informe LA BANQUE de tout fait ou événement susceptible d'affecter ou de modifier d'une manière substantielle les conditions de réalisation et d'exploitation du Projet ou sa situation générale ou pouvant compromettre l'exécution des engagements lui incombant aux termes du présent Contrat.

8.03 Informations concernant CABNAVE

L'EMPRUNTEUR fera en sorte que CABNAVE:

a) informe LA BANQUE de tout dépassement de coût de la partie du Projet dont le financement est à sa charge et communique LA BANQUE le plan de couverture de ces dépenses supplémentaires;

c) porte sans délai à la connaissance de LA BANQUE toute modification de ses statuts et des textes régissant son activité;

d) d'une manière générale, informe LA BANQUE de tout fait ou événement susceptible d'affecter ou de modifier d'une manière substantielle les conditions d'exploitation du Projet.

ARTICLE 9

Charges et frais

9.01 Charges fiscales.

L'EMPRUNTEUR supportera toutes les charges fiscales éventuelles, notamment les impôts, taxes, droits de timbre et d'enregistrement, applicables en raison de la conclusion et de l'exécution du présent Contrat et de tous les actes y afférents, ainsi qu'à l'occasion de la création de toute sûreté en garantie du présent prêt, et tout

impôt ou prélèvement fiscal, national ou local, sur les intérêts, commissions et amortissements afférents au présent prêt.

9.02 Autres charges

L'EMPRUNTEUR supportera également les honoraires et les frais de change et de banque dus à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution du présent Contrat et de tous les actes y afférents.

9.03 Dépenses extraordinaires

Toute éventuelle dépense extraordinaire encourue par LA BANQUE, provoquée par les engagements découlant pour L'EMPRUNTEUR du présent Contrat, et dont la prise en charge pourra être raisonnablement exigée de L'EMPRUNTEUR, sera remboursée par celui-ci à LA BANQUE dès que celle-ci lui en fera la demande.

ARTICLE 10

Exigibilité anticipée du prêt

10.01 Cas d'exigibilité

LA BANQUE peut déclarer le présent prêt exigible de plein droit, en tout ou en partie, sans qu'il y ait lieu de remplir aucune formalité judiciaire:

A. immédiatement, si l'un ou l'autre des cas suivants se réalise:

a) inexactitudes graves dans les justifications fournies et les déclarations faites à l'occasion de la conclusion et pendant la durée du présent contrat;

b) sous réserve de l'application des dispositions stipulées au paragraphe 04 de l'article 4 du présent Contrat, défaut de remboursement à bonne date de la totalité ou d'une partie seulement du principal ou défaut de paiement des intérêts ou de toute autre somme due en vertu du présent Contrat;

B. s'il se produit l'un des cas prévus ci-après qu'une mise en demeure comportant un délai raisonnable soit, après expirations de ce délai, restée sans effet:

a) manquement à l'une quelconque des obligations résultant du présent Contrat sauf les cas visés en A. b) du présent paragraphe;

b) si l'un des éléments ou situations définis au Preambule du présent Contrat, qui ont été pris en considération par LA BANQUE en vue de sa conclusion, vient à être modifié ou cesse d'exister de telle manière qu'il en résulte un préjudice pour LA BANQUE ou que soit compromise la réalisation ou l'exploitation du Projet.

10.02 Autres cas d'exigibilité

Les dispositions prévues au paragraphe 01 du présent article ne font pas obstacle au droit de LA BANQUE de déclarer le prêt exigible par anticipation dans tous les cas prévus par la loi.

10.03 Dédommagement

Pour la période restant à courir entre la date de la déclaration et les échéances normales prévues en Annexe C., L'EMPRUNTEUR devra verser à LA BANQUE une

somme calculée au taux de 0,25% l'an et portant sur le montant du prêt déclaré exigible.

10.04 *Non — renonciation de droits*

LA BANQUE pourra se prévaloir à tout moment des clauses d'exigibilité prévues aux paragraphes 01 du présent article, sans que le non-exercice de ses droits implique une renonciation de sa part.

ARTICLE 11

Régime juridique du contrat

11.01 *Droit applicable*

Les relations juridiques entre les parties au présent Contrat, sa formation et sa validité, seront soumises exclusivement au droit belge.

11.02 *Lieu d'exécution*

Le lieu d'exécution du présent Contrat est le siège de LA BANQUE.

11.03 *Jurisdiction compétente*

LA BANQUE et L'EMPRUNTEUR attribuent compétence à la Cour de Justice des Communautés Européennes, devant laquelle seront portés les litiges relatifs au présent Contrat.

ARTICLE 12

Clauses finales

12.01 *Adresses*

Les notifications et communications d'une partie à l'autre relatives au présent Contrat seront, sous peine de nullité, envoyées aux adresses ci-après:

Pour LA BANQUE — 2, place de Metz, Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Pour L'EMPRUNTEUR — Caixa Postal n.º 30 — Praia (République de Cabo Verde).

En cas de litige — Ambassade de la République du Cap-Vert — Wassenaarseweg 5 Den Haag (Hollande).

Toute modification des adresses précitées n'est valable qu'après avoir été communiquée à l'autre partie.

12.02 *Forme des notifications*

Les notifications et communication pour lesquelles sont prévus des délais par le présent Contrat ou qui elles-mêmes fixent des délais à leur destinataire, sont effectuées par lettre recommandée, ou par télégramme, avec avis de réception, ou par télex; pour le calcul de ces délais fait foi la date du cachet de la poste ou toute autre mention portée sur l'avis de réception attestant la date remise de l'envoi au destinataire.

12.03 *Préambule et Annexes*

Font partie intégrante du présent Contrat le Préambule et les Annexes A. (description technique du Projet), B. (définition de l'U.C.E.) et C. (tableau d'amortissement).

Sont annexés outre au présent Contrat:

I. Décret Présidentiel n.º 2/77;

II. Délégation de pouvoirs.

Ainsi convenu et signé en trois originaux en langue française.

Luxembourg, le 13 avril 1980.

REPUBLIQUE DU CAP-VERT

Pour le Ministre de la Coordination Economique et par délégation, *Arnaldo Carlos VASCONCELOS FRANÇA*, Secrétaire d'Etat aux Finances.

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Claude Richard ROSS, Vice-Président.

Projet CABNAVE, Cap-Vert

Annexe A

Description technique

1. Le projet concerne l'ingénierie, la construction et la mise en exploitation d'un chantier de réparation navale à Mindelo, chef-lieu de l'île de São Vicente, dans la République du Cap-Vert.
2. Le projet comporte essentiellement
 - a. la construction d'une plate-forme d'environ 10 ha gagnée sur la mer par abattage de la falaise littorale et disposant en son centre d'un plan incliné jusqu'aux fonds de — 9,00 m et sur ses côtés d'aires de travail horizontales où seront stationnés et réparés les bateaux.
 - b. l'équipement de cette plate-forme en moyens mécaniques nécessaires permettant de hisser les bateaux par leurs travers le long du plan incliné, puis de les riper transversalement sur les aires de travail (système dit «slipway transversal»).
 - c. l'aménagement sur la bordure, côté mer, de cette plate-forme d'un quai accostable de 110m de long permettant les réparations à flot.
 - d. la réalisation de tous les réseaux, zones de stockage, ateliers et autres bâtiments nécessaires à la bonne marche du chantier.
3. Par convention spéciale, la Société Propriétaire du chantier confèrera à la Société d'Exploitation (CABNAVE) la qualité de Maître d'Ouvrage délégué et la chargera, à ce titre, de réaliser le projet pour son compte avec son approbation, puis de lui remettre l'ensemble des installations «clé en mains» et en état de marche.
4. Les procédures conduisant à la passation des marchés de travaux et de fourniture devront être approuvées par la Banque.
5. Le coût prévisionnel du projet a été établi comme suit:

a. *Investissements physiques*

i (valeur mi-1979)

Infrastructure	12,38	8,68
Ateliers et Bâtiments ...	1,82	1,28
Equipement et Outillage	3,32	2,33
Total	17,52	12,29

ii Imprévus techniques ... 2,82 1,98
 20% sur infrastructure
 10% sur ateliers et bâtiments

5% sur équipement et outillage		
iii Provision pour variation de prix entre 1979 et 1982, 10% par an en \$...	4,93	3,46
iv Intérêts intercalaires ...	1,32	0,86
	<u>26,50</u>	<u>18,59</u>
b. Autres investissements		
i Frais de 1 ^{er} établissement	1,37	0,96
ii Fonds de roulement ...	1,18	0,83
iii Provision pour imprévus techniques et variation de prix ...	0,95	0,67
	<u>3,50</u>	<u>2,45</u>
Total ...	30,00	21,04

6 Le calendrier prévisionnel du projet a été établi comme suit:

1^{er} semestre 1980

— Mise en place du dispositif juridique et contractuel comprenant:

a. la création de la Société Propriétaire et de CABNAVE.

b. la passation,

d'une part,

entre la Société Propriétaire et CABNAVE, de la Convention de Maîtrise d'ouvrage délégué et de la Convention mettant le chantier, moyennant loyer, à la disposition de CABNAVE.

d'autre part,

entre CABNAVE et le Gouvernement, d'une Convention précisant les droits et obligations réciproques des deux parties et notamment, la consistance et le calendrier des investissements périphériques (route d'accès, eau, électricité, télécommunications, centre d'hébergement) dont la réalisation en temps opportun est indispensable au bon fonctionnement du chantier.

— Affinement des études, notamment dans le domaine géotechnique et

préparation des dossiers d'appels d'offres.

Présélection des entreprises.

2^{ème} semestre 1980

Analyse des offres. Préparation des marchés.

Notification des commandes.

Début 1981 à fin 1982

Exécution des travaux.

Fin 1982

Mise en service du chantier.

Annexe B.

Definition de l'unité de compte européenne

Conformément à la Décision du Conseil des Communautés Européennes du 21 avril 1975, publiée au Journal Officiel des Communautés Européennes du 24 avril 1975 (n.º

L 104), l'unité de compte européenne se définit par la somme des montants suivants des monnaies des Etats membres de la Communauté Economique Européenne:

Mark allemand ...	0,828
Livre sterling ...	0,0885
Franc français ...	1,15
Lire italienne ...	109,—
Florin néerlandais ...	0,286
Franc belge ...	3,66
Franc luxembourgeois ...	0,14
Couronne danoise ...	0,217
Livre irlandaise ...	0,00759

La valeur de l'unité de compte européenne en une monnaie quelconque est égale à la somme des contre-valeurs en cette monnaie des montants de monnaies indiqués au paragraphe que précède. Elle est déterminée par la Commission des Communautés Européennes sur la base des cours relevés quotidiennement sur les marchés de change.

Les taux journaliers de conversion dans les diverses monnaies nationales sont disponibles quotidiennement; ils font l'objet d'une publication périodique dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Annexe C.

Projet «Chantier de Réparation Navale à Porto Grande — Mindelo»

(Prêt Conditionnel sur capitaux à Risques)

Echéances		Montants à rembourser exprimés en pourcentage du prêt tel que défini par l'art. 2. par. 01
1.	15.07.1987 ...	4,76
2.	15.07.1988 ...	4,76
3.	15.07.1989 ...	4,86
4.	15.07.1990 ...	4,96
5.	15.07.1991 ...	5,06
6.	15.07.1992 ...	5,16
7.	15.07.1993 ...	5,26
8.	15.07.1994 ...	5,36
9.	15.07.1995 ...	5,47
10.	15.07.1996 ...	5,58
11.	15.07.1997 ...	5,69
12.	15.07.1998 ...	5,81
13.	15.07.1999 ...	5,92
14.	15.07.2000 ...	6,04
15.	15.07.2001 ...	6,16
16.	15.07.2002 ...	6,29
17.	15.07.2003 ...	6,41
18.	15.07.2004 ...	6,54
		<u>100,00 %</u>

—oSo—

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 67/80

de 9 de Agosto

No uso da faculdade conferida pelo n.º 3 do artigo 15.º da Lei sobre a Organização Política do Estado, de 5 de Julho de 1975, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo único. É exonerado, a seu pedido, das funções de Juiz do Tribunal Administrativo e de Contas, funções que vinha desempenhando em acumulação, o Dr. Eurico António de Jesus Pinto Monteiro, com efeitos a partir de 16 de Julho de 1980.

Pedro Pires — David Hopffer Almada.

Promulgado em 14 de Julho de 1980.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

**Decreto n.º 68/80
de 9 de Agosto**

No uso da faculdade conferida pelo n.º 3 do artigo 15.º da Lei sobre a Organização Política do Estado, de 5 de Julho de 1975, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo único. É designado o Dr. Eurico António de Jesus Pinto Monteiro para desempenhar as funções de 1.º Substituto do Procurador-Geral da República, com efeitos a partir de 16 de Julho de 1980.

Pedro Pires — David Hopffer Almada.

Promulgado em 14 de Julho de 1980.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

**Decreto n.º 69/80
de 9 de Agosto**

Considerando-se indispensável dotar o País de um corpo de técnicos sociais de base que permitam à Direcção-Geral dos Assuntos Sociais cumprir com eficácia alguns dos seus objectivos fundamentais.

No uso da faculdade conferida pelo n.º 3 do artigo 15.º da Lei sobre a Organização Política do Estado, de 5 de Julho de 1975, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É criada, na dependência do Ministério da Saúde e Assuntos Sociais, o Curso de Formação de Animadores Sociais.

Art. 2.º Para efeitos de ingresso na Função Pública, os animadores sociais são integrados no grupo de pessoal técnico auxiliar, processando-se o desenvolvimento da respectiva carreira nos termos previstos no artigo 46.º do Decreto-Lei n.º 154/79, de 31 de Dezembro.

Art. 3.º As dúvidas e os casos omissos serão decididos por despacho do Ministro da Saúde e Assuntos Sociais.

Art. 4.º Este decreto entra imediatamente em vigor.

Pedro Pires — Ireneu Gomes.

Promulgado em 9 de Julho de 1980.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

**Decreto n.º 70/80
de 9 de Agosto**

No uso da faculdade conferida pelo n.º 3 do artigo 15.º da Lei sobre a Organização Política do Estado, de 5 de Julho de 1975, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É nomeado o engenheiro Horácio Constantino da Silva Soares para, em comissão de serviço, desempenhar as funções de Director-Geral do Centro de Estudos Agrários do Ministério do Desenvolvimento Rural.

Art. 2.º Este decreto entra imediatamente em vigor.

Pedro Pires — João Pereira Silva.

Promulgado em 9 de Julho de 1980.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

**Decreto n.º 71/80
de 9 de Agosto**

No uso da faculdade conferida pelo n.º 3 do artigo 15.º da Lei sobre a Organização Política do Estado, de 5 de Julho de 1975, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É dada por finda a comissão de serviço do engenheiro Horácio Constantino da Silva Soares como Director-Geral de Conservação e Aproveitamento dos Recursos Naturais do Ministério do Desenvolvimento Rural.

Art. 2.º Este decreto entra imediatamente em vigor.

Pedro Pires — João Pereira Silva.

Promulgado em 9 de Julho de 1980.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

—oço—

GABINETE DO PRIMEIRO MINISTRO

Despacho

Verificando-se que no despacho de 27 de Junho do corrente ano, publicado no *Boletim Oficial* n.º 29/80 de 19 de Julho e que distribui o subsídio de 5 000 000\$ a que se refere o artigo 13.º n.º 2, do Decreto-Lei n.º 11/80, o Município do Maio não se acha incluído;

Determino:

Para ajustamento da totalidade de distribuição do referido subsídio de 5 000 000\$ aos Municípios seja considerado o seguinte:

Município do Maio 100 000\$00

Gabinete do Primeiro Ministro, 29 de Julho de 1980.
— O Primeiro Ministro, *Pedro Pires.*

—oço—

**MINISTÉRIO DOS TRANSPORTES
E COMUNICAÇÕES**

**Portaria n.º 69/80
de 9 de Agosto**

Convindo proceder à actualização de determinadas taxas telegráficas e telefónicas aplicadas no serviço radio-marítimo;

Considerando a proposta apresentada pelos Correios e Telecomunicações;

Nos termos da Decisão com Força de Lei n.º 1/75, de 5 de Julho de 1975, manda o Governo da República de Cabo Verde pelo Ministro dos Transportes e Comunicações:

Artigo único. São aprovadas as taxas abaixo indicadas a vigorar no serviço radiomarítimo, a partir de 1 de Agosto de 1980.

Ministério dos Transportes e Comunicações, 29 de Julho de 1980. — O Ministro *Herculano Vieira*.

Radiotelegramas para navios Caboverdeanos, por intermédio das estações terrestres Caboverdeanas

Radiotelegramas	Navios navegando entre as ilhas	Navios navegando de e para o exterior	
		A menos de 200 milhas de distância de qualquer das ilhas	A 200 milhas ou mais
Ordinários:			
Taxa por palavra ...	4\$00	4\$00	6\$00
Urgentes:			
Taxa por palavra ...	8\$00	8\$00	12\$00

Conversações radiotelefónicas com navios Caboverdeanos em viagem, por intermédio das estações terrestres Caboverdeanas

Duração	Navios navegando entre as ilhas	Navios navegando de e para o exterior	
		A menos de 200 milhas de distância de qualquer das ilhas	A 200 milhas a mais
Período inicial de 3 minutos ...	75\$00	75\$00	120\$00
Minuto suplementar...	25\$00	25\$00	40\$00

GABINETE DO PRIMEIRO MINISTRO

Secretaria-Geral do Governo

RECTIFICAÇÃO

Por ter saído inexacto, rectifica-se pela forma seguinte o artigo 1.º do Decreto n.º 59/80, de 26 de Julho, publicado a páginas 362 do *Boletim Oficial* n.º 30, da mesma data:

- onde se lê «... engenheiro Terêncio Alves ...»;
- deve ler-se «... engenheiro Terêncio Gregório Alves ...».

Secretaria-Geral do Governo, na Praia, 5 de Agosto de 1980. — O secretário-geral, *João de Deus Maximiano*.

Secretaria de Estado da Administração Interna, Função Pública e Trabalho

Direcção-Geral da Função Pública

Despachos do Camarada Primeiro-Ministro:

De 29 de Fevereiro de 1980:

Nelson Atanásio Ferreira dos Santos, verificador aduaneiro, definitivo—nomeado para, em comissão de serviço, exercer o cargo de Delegado do Governo do concelho da Praia, com efeitos a partir de 1 de Março de 1980, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 9.º, artigo 82.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 30 de Julho de 1980).

De 3 de Maio:

Armindo Gregório Ferreira, Júnior—nomeado para, provisoriamente, exercer o cargo de técnico superior de 3.ª classe do Instituto Nacional de Investigação Tecnológica.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 2.º, artigo 26.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 10 de Julho de 1980).

Despacho do Camarada Ministro dos Negócios Estrangeiros:

De 18 de Junho de 1980:

César de Freitas Abreu, candidato classificado em concurso — contratado para, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, exercer o cargo de condutor-auto de 2.ª classe da Direcção-Geral dos Serviços Administrativos Centrais, do Ministério dos Negócios Estrangeiros.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 4.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 25 de Julho de 1980).

Despachos do Camarada Ministro da Educação e Cultura:

De 28 de Setembro de 1979:

João Luís Farinha Antunes—nomeado professor eventual do 4.º nível de 3.ª classe do Liceu Domingos Ramos.

A despesa tem cabimento na dotação do capítulo 30.º, artigo 206.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 9 de Maio de 1980).

De 18 de Fevereiro de 1980:

Felisberto Nunes Pinto, professor eventual do Ensino Primário, com colocação na Escola Primária n.º 13, de João Teves, do Concelho de Santa Cruz—exonerado, a seu pedido, com efeitos a partir de 18 de Fevereiro de 1980.

De 17 de Junho:

Filomena Sousa Mascarenhas, professora de posto escolar, contratada—concedida mudança de escalão, correspondente à 1.ª classe do 2.º nível, nos termos do n.º 3 do artigo 60.º do Decreto-Lei n.º 152/79, conjugado com o

n.º 1 do artigo 59.º do mesmo diploma, ficando com o vencimento correspondente à letra «Q», com efeitos a partir de Abril do corrente ano.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 27.º, artigo 189.º do orçamento para 1980. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 30 de Julho de 1980).

Despachos do Camarada Ministro dos Transportes e Comunicações.

De 13 de Novembro de 1979:

Maria Isabel Santos Cardoso Fragoso — nomeada para, nos termos do artigo 63.º do Estatuto do Funcionalismo, exercer o cargo de telefonista de 3.ª classe, interino, dos Serviços dos Correios e Telecomunicações.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 1.º, artigo 1.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 17 de Julho de 1980).

De 12 de Abril de 1980:

Eloy Gonçalves Barros, piloto estagiário dos Transportes Aéreos de Cabo Verde — contratado para, desempenhar o cargo de 2.º piloto dos referidos Transportes Aéreos.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 1.º, artigo 1.º do n.º 1 do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 28 de Julho de 1980).

De 2 de Junho:

Alberto Gomes de Pina, agente de 2.ª classe da Polícia Económica e Fiscal, actualmente em serviço no Posto Fiscal da Ribeira da Barca — nomeado, para em regime de acumulação, exercer o cargo de representante da autoridade marítima do Posto Fiscal da Ribeira da Barca, em substituição do agente da Polícia Económica e Fiscal, Daniel dos Santos Brito, com direito à gratificação legalmente estabelecida, com efeitos a partir de 12 de Abril de 1980, data em que assumiu as referidas funções.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 19.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 30 de Julho de 1980).

Oswaldo Fonseca Segredo, agente de 2.ª classe, interino, do Corpo da Polícia Marítima — exonerado das referidas funções, a seu pedido, a partir de 30 de Abril de 1980.

De 26:

Pedro António Ramos, facturador de 1.ª classe da Junta Autónoma dos Portos — concedido um mês de licença registada, com efeito a partir de 21 de Junho de 1980.

De 27:

Por conveniência de serviço, designa o Camarada Valdemar Lobo, Director-Adjunto dos Transportes Aéreos de Cabo Verde, para, em regime de acumulação, desempenhar o cargo de Director-Geral de Aeronáutica Civil.

De 28:

Helena Augusta Wahnou de Carvalho Veiga, chefe de Departamento do Gabinete de Estudos e Planeamento do Ministério dos Transportes e Comunicações — nomeada

para, em comissão ordinária de serviço, exercer o cargo de chefe do Gabinete do Ministério dos Transportes e Comunicações.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 1.º, artigo 1.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 30 de Julho de 1980).

De 30:

Astrid Edelfride Lima Barros Gomes, 2.º oficial de exploração dos Correios e Telecomunicações deste Estado. — concedidos 2 meses de licença registada, ao abrigo do disposto no artigo 252.º do Estatuto do Funcionalismo, a partir de 3 de Maio de 1980.

Adriano Barbosa Vicente, distribuidor de 3.ª classe provisório, dos Serviços dos Correios e Telecomunicações — exonerado, a seu pedido, das referidas funções, a partir da data em que tomar posse do cargo de oficial de diligências do Tribunal Judicial da Região de 1.ª classe da Praia.

De 3 de Julho:

Alberto Lopes Cardoso, faroleiro de 1.ª classe da Direcção-Geral de Marinha e Portos — exonerado, a seu pedido, das referidas funções a partir da data em que tomar posse do cargo de agente de 2.ª classe do Departamento da Polícia Económica e Fiscal da Direcção Nacional de Segurança e Ordem Pública.

De 4:

Fernando de Fátima Gonçalves Gomes Monteiro, aspirante definitivo exercendo as funções de 3.º oficial, interino, dos Transportes Aéreos de Cabo Verde — concedidos três meses de licença registada a partir de 27 de Junho findo.

De 6:

José Joaquim Brito Almeida, 3.º oficial, contratado, do quadro do Ministério dos Negócios Estrangeiros — rescindido o contrato a partir do próximo dia 1 de Agosto do corrente ano.

De 18 de Junho:

É dada por finda, a seu pedido, a partir de 1 de Agosto, a comissão de serviço do chefe de Departamento do Serviço Nacional de Viação, Virgílio Correia e Silva.

Despacho do Camarada Ministro do Desenvolvimento Rural:

De 25 de Janeiro de 1980:

João Simão Almeida Lopes, aspirante, provisório, do Gabinete do Cadastro e Inquéritos Rurais do Ministério do Desenvolvimento Rural — reconduzido por mais três anos na referida categoria.

De 9 de Julho:

José David dos Reis Brito, técnico de 3.ª classe, da Direcção-Geral de Agricultura, Silvicultura e Pecuária — transferido, por conveniência de serviço, para a ilha da Boa Vista onde passará a exercer as funções de representante do Ministério do Desenvolvimento Rural.

Despachos do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais:

De 26 de Junho de 1980:

Maria José Barros Lopes dos Santos — assalariada para, nos termos do artigo 51.º do Estatuto do Funcionalismo, exercer o cargo de servente de 1.ª classe da Direcção-Geral de Saúde.

De 28:

Gregório Gaudêncio Gonçalves — assalariado para, nos termos do artigo 51.º do Estatuto do Funcionalismo, exercer o cargo de carpinteiro da Direcção-Geral de Saúde.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 3.º, artigo 16.º do orçamento vigente. — (Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 25 de Julho de 1980).

De 29:

Por conveniência de serviço, é transferida a seguinte técnica profissional do 1.º nível (enfermeira) da Direcção-Geral de Saúde:

Ana Fernandes, técnico profissional do 1.º nível de 3.ª classe (enfermeira) em serviço no Posto Sanitário de Ponta Verde no concelho do Fogo — colocada no Hospital da Praia;

De 7 de Julho:

Maria Nascimento Borges — assalariada para, nos termos do artigo 51.º do Estatuto do Funcionalismo, exercer o cargo de servente de 1.ª classe da Secretaria-Geral do Ministério da Saúde e Assuntos Sociais.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 3.º, artigo 16.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 25 de Julho de 1980).

De 12:

Orlando Augusto Tavares Mendes de Pina — nomeado para, interinamente, exercer o cargo de escriturário-dactilógrafo, da Repartição do Gabinete do Ministério da Saúde e Assuntos Sociais.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 1.º, artigo 1.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 30 de Julho de 1980).

Alda Leopoldina Duarte, filha de Carlos Duarte, funcionário da Imprensa — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 12 de Julho de 1980, que é do seguinte teor:

«Que a examinada deve ser evacuada para o exterior para um centro especializado em Pediatria por se encontrarem esgotados os recursos locais de diagnóstico etiológico e tratamento e privar sua vida com permanência neste Estado.

Evacuar para Portugal com máxima urgência».

De 15:

Florencia de Carvalho Lopes, auxiliar técnico de radiologia de 3.ª classe — punida com a pena do n.º 5, do artigo 354.º do Estatuto do Funcionalismo, suspensão de exercício e de vencimentos, graduada em 24 dias.

Cécilia Gomes Fernandes, auxiliar técnico de radiologia de 3.ª classe — punida com a pena do n.º 5, do artigo 354.º do Estatuto do Funcionalismo, suspensão de exercício e de vencimentos, graduada em 24 dias.

De 18:

Dr.ª Isaura Tavares Gomes Cardoso, técnico superior de 2.ª classe provisório, da Direcção-Geral de Farmácia — nomeada definitivamente, no referido cargo, continuando em comissão no cargo de directora-geral de Farmácia.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 6.º, do artigo 49.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 30 de Julho de 1980).

Alexandre de Pina, técnico auxiliar de enfermagem da Direcção-Geral de Saúde, em serviço na ilha de Santo Antão — exonerado, a seu pedido, a partir de 20 de Julho de 1980.

De 29:

Alexandre Herculano da Conceição Soares da Cunha, filho do motorista do Banco de Cabo Verde, Osvaldo Silveira da Cunha — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 24 de Julho de 1980, que é do seguinte teor:

«Que o examinado deve ser evacuado para um centro especializado em alergologia por se encontrarem esgotados os recursos locais de diagnóstico e tratamento».

Obs: «Evacuar para Portugal. Dada a sua menoridade deve ser acompanhado».

Despachos do Camarada Ministro das Obras Públicas:

De 12 de Maio de 1980:

Margareth Moura de Araújo, técnica superior de 2.ª classe da Direcção-Geral das Obras Públicas — rescindido o contrato a seu pedido, com efeito a partir de 1 de Maio.

De 14:

José Luís Lopes — nomeado para, provisoriamente, exercer o cargo de escriturário-dactilógrafo de 1.ª classe da Secretaria-Geral das Obras Públicas.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 2.º, artigo 11.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 25 de Julho de 1980).

Despachos do Camarada Ministro da Justiça:

De 26 de Janeiro de 1980:

Joaquim Rodrigues, ajudante de escrivão de Direito de nomeação provisória, colocado no 1.º Cartório do Tribunal Judicial da Região de 1.ª classe da Praia — transferido, na mesma situação, para o Cartório Notarial de 1.ª classe da Praia, indo ocupar o lugar de 2.º oficial ainda não preenchido.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação do capítulo 8.º, artigo 53.º do orçamento para 1980. — (Anotado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 6 de Agosto de 1980).

De 18 de Fevereiro:

Maria de Lourdes Fortes da Luz — nomeada para, provisoriamente, exercer o cargo de técnico profissional de 1.º nível de 3.ª classe da Direcção-Geral dos Assuntos Sócio-Judiciais, do Ministério da Justiça, com colocação na Cadeia Civil de S. Vicente.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 9.º, artigo 60.º do orçamento vigente.

De 16 de Maio:

Vicente Francisco Nobre, 2.º oficial, definitivo da Direcção-Geral dos Registos e do Notariado, colocado no Cartório Notarial da Região de 1.ª classe de S. Vicente — nomeado para, interinamente, exercer o cargo de 1.º oficial, ficando colocado no mesmo Cartório Notarial.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 8.º, artigo 53.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 25 de Julho de 1980).

De 26 de Junho:

José Lopes da Silva, aspirante, provisório, da Secretaria-Geral do Ministério da Justiça — nomeado para, interinamente, exercer o cargo de 3.º oficial da mesma Secretaria-Geral.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 2.º, artigo 7.º do orçamento vigente.

(Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 30 de Julho de 1980).

De 19 de Julho:

Designa Ubaldo Lopes, Delegado do Procurador da República, para, 2.º substituto do Procurador da República junto do Tribunal Judicial da Região de 2.ª classe do Fogo.

De 24:

Alberto Tavares, escrivão-contador do quadro dos Tribunais Judiciais — exonerado, a seu pedido, das referidas funções, com efeitos a partir de 1 de Julho de 1980.

Despachos do Camarada Secretário de Estado da Administração Interna, Função Pública e Trabalho:

De 11 de Abril de 1980:

João Manuel Ramos, funcionário desligado de serviço para efeitos de aposentação — contratado para, nos termos do artigo 2.º do Decreto 21/76, de 6 de Março, exercer o cargo de chefe de secção da missão permanente de Cabo Verde, junto de ONU em New York.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 5.º, artigo 19.º, do orçamento vigente.

(Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 18 de Julho de 1980).

De 23 de Maio:

António Lopes Fernandes — nomeado para, em comissão de serviço, exercer o cargo de agente administrativo da Direcção-Geral da Administração Interna, ficando colocado na povoação de Achada Monte — Tarrafal.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 9.º, artigo 82.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 30 de Julho de 1980).

De 20 de Junho:

É dada por finda a comissão eventual de serviço, aos funcionários do quadro do pessoal do Ministério do Desenvolvimento Rural abaixo designados, que frequentarem estágios na República Federativa do Brasil, com efeitos a partir das datas que se indicam:

António Pedro Carvalho S. Alves e Maria Duarte Monteiro, com efeitos a partir de 24 de Dezembro de 1979.

Manuel Higinio Borges Tavares e Aguiar Pereira Semedo, com efeitos a partir de 20 de Março de 1980.

É colocado em comissão eventual de serviço nos termos da alínea c) do artigo 1.º da Portaria n.º 46/76, de 2 de Outubro, o funcionário do quadro do Ministério do Desenvolvimento Rural, abaixo indicado, a fim de frequentar na Universidade de Utah, nos Estados Unidos da América, um estágio no domínio da conservação de solos e hidráulica agrícola, com a duração de 6 meses, com efeitos a partir de 28 de Fevereiro de 1980.

Noé Silva Santos, técnico de 2.ª classe, da Direcção-Geral da Conservação e Aproveitamento dos Recursos Naturais.

São colocados em comissão eventual de serviço, nos termos da alínea c) do artigo 1.º da Portaria n.º 56/76, de 2 de Outubro, os funcionários do quadro do Ministério do Desenvolvimento Rural, abaixo indicados, a fim de frequentarem estágios de especialização nos Estados Unidos, com a duração provável de 16 meses, com efeitos a partir de 4 de Junho de 1980:

José Henrique de Oliveira Vera Cruz, técnico superior de 3.ª classe, provisório, da Direcção-Geral da Conservação e Aproveitamento dos Recursos Naturais.

Daniel Augusto de Sena Martins, técnico superior de 3.ª classe, provisório, da Direcção-Geral de Conservação e Aproveitamento dos Recursos Naturais.

(Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 18 de Julho de 1980).

De 26 de Junho:

Mário Rocha, condutor de 1.ª classe, assalariado, do quadro da Direcção-Geral da Administração Interna — transferido, nos termos do n.º 2, do artigo 4.º do Decreto n.º 14/77, de 8 de Março, para o quadro privativo do Secretariado Administrativo da Praia, na mesma categoria e situação.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no orçamento privativo do Secretariado Administrativo da Praia, para o ano económico de 1980. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 24 de Julho de 1980).

Despachos do Camarada Secretário de Estado das Finanças:

De 10 de Junho de 1980:

Manuel do Carmo Monte da Cruz, amanuense da Direcção-Geral de Finanças — nomeado para, interinamente exercer o cargo de fiscal de 3.ª classe da mesma Direcção-Geral.

Alberto Nascimento Santos — nomeado para, interinamente, exercer o cargo de amanuense da Direcção-Geral de Finanças.

Fidélia de Jesus Silva — nomeado para, interinamente, exercer o cargo de amanuense da Direcção-Geral de Finanças.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 14.º, artigo 105.º do orçamento vigente.

(Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 28 de Julho de 1980).

De 1 de Julho:

António Pedro Barreto Semedo, escriturário-dactilógrafo, interino, da Direcção-Geral de Finanças — transferido da sede dos serviços para a Repartição de Finanças do Concelho do Sal:

Porfírio Patrício Almeida Pereira, aspirante, interino, da Direcção-Geral de Finanças — exonerado, a seu pedido, da referida função, a partir de 1 de Julho do corrente ano.

Despachos do Camarada Secretário-Geral do Ministério da Saúde e Assuntos Sociais, por delegação do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais:

De 16 de Julho de 1980:

Natália Antonieta Mendes de Oliveira, 3.º oficial interino da Direcção-Geral da Administração Interna — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 10 de Julho de 1980, que é do seguinte teor:

«Que as faltas dadas ao serviço a partir do dia 2 do mês de Junho até à presente data, encontram-se justificadas. Necessita mais 30 dias de convalescença, devendo continuar ligada à consulta de cirurgia».

Katerine Tolentino Silva Abreu, filha da jornalista do quadro do pessoal do Jornal «Voz do Povo», Aldegundes de Oliveira Tolentino — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 10 de Julho de 1980, que é do seguinte teor;

«Apresentada. Deve ser seguida na consulta de pediatria neste Hospital».

De 28:

Monique Liliane Maurice, enfermeira especializada, contratada, da Direcção-Geral de Saúde — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 24 de Julho de 1980, que é do seguinte teor;

«Apresentada. Pode retomar as suas actividades profissionais devendo ser-lhe atribuídas tarefas moderadas. Deve manter-se ligada à consulta externa de cirurgia e ginecologia deste Hospital».

Neilson Brito da Luz Ferreira, tesoureiro da Central Eléctrica da Praia — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 17 de Julho de 1980, que é do seguinte teor;

«Que o examinado deve ser mudado de sector de trabalho por se presumir melhoria do seu estado clínico».

Ana Paula Brito Almeida, filha do técnico adjunto da Central Eléctrica da Praia, João Eduardo Almeida — homologado o parecer da Junta da Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 17 de Julho de 1980, que é do seguinte teor;

«Que a examinada deve continuar a ser seguida em consulta externa de medicina no Hospital da Praia, devendo ser de novo presente à Junta de Saúde dentro de seis meses para nova avaliação»

De 30:

Suzana Sacramento Monteiro Loff Fonseca, filha do empregado do Banco de Cabo Verde, Carlos Alberto Mascarenhas Loff Fonseca — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 26 de Junho de 1980, que é do seguinte teor;

«A examinada deve continuar na consulta de pediatria deste Hospital».

Despachos do Camarada Director Regional de Saúde de Barlavento:

De 12 de Julho de 1980:

Cândida Maria Andrade Sousa, mãe do director da Alfândega, Daniel Andrade Sousa — homologado o parecer da Junta de Saúde de Barlavento, emitido em sessão de 10 de Julho de 1980, que é do seguinte teor:

Atendendo ao tempo de evolução da doença, ao grau de recuperação atingido e à idade da doente a Junta é de opinião que a examinada não beneficia com a evacuação para o exterior».

Francisco Henrique Silos de Brito, operador de telecomunicações do Aeroporto Internacional «Amílcar Cabral» — homologado o parecer da Junta de Saúde de Barlavento, emitido em sessão de 10 de Julho de 1980, que é do seguinte teor:

«Que ao examinado sejam consideradas justificadas as faltas dadas ao serviço a partir de 6 de Junho a 13 de Julho».

Lista provisória dos candidatos admitidos aos concursos para preenchimento de vagas de 2.º oficial e escriturário-dactilógrafo de 2.ª classe, da Direcção-Geral das Pescas, constante do anúncio publicado no *Boletim Oficial* n.º 22, de 31 de Maio último, homologada por despacho do Camarada Ministro da Coordenação Económica:

Concurso para 2.º oficial:

Candidato único e obrigatório:

Maria Helena Ferro da Costa.

Concurso para escriturário-dactilógrafo de 2.ª classe:

- 1 — Maria Inácia dos Santos;
- 2 — Maria Manuela Lopes Gomes;
- 3 — Amândio Lopes Teixeira a).

a) Admitido condicionalmente, devendo apresentar no prazo de 15 dias os documentos comprovativos da idade, habilitações literárias e situação militar.

Lista provisória dos candidatos admitidos e excluídos aos concursos para o preenchimento dos lugares vagos nas categorias de aspirante e escriturário-dactilógrafo do quadro de pessoal da Direcção-Geral dos Registos e do Notariado, abertos por anúncio publicado no *Boletim Oficial* n.º 4/80, de 26 de Janeiro, homologada por despacho do Camarada Ministro da Justiça, de 18 de Julho de 1980:

Para aspirante:

Admitidos:

- 1 — Alice Andrade dos Santos Silva;
- 2 — Alino Tavares Centeio;
- 3 — António Anacleto Fortes;
- 4 — António de Jesus Coelho Monteiro;
- 5 — Bernardino Hopffer Cordeiro Almada;
- 6 — Maria do Carmo Cordeiro A. Lopes dos Santos;
- 7 — Maria da Conceição Vaz Tavares de Melo.

Admitidos condicionalmente:

- 1 — Aline Delgado Freire a);
- 2 — Maria da Conceição Braga T. de Almeida a).

Excluído:

- 1 — José Augusto Rosa Spencer f);

Para escriturário-dactilógrafo:

Admitidos:

- 1 — Adélia dos Reis Borges Livramento;
- 2 — Adelino Tavares de Sousa;
- 3 — Aline Delgado Freire;
- 4 — Amália Filomena Sanches Moreira;
- 5 — Anilda Filomena da Cruz de Pina Oliveira;
- 6 — António Jesus Cardoso de Pina;
- 7 — Brasiliano Lima Oliveira;
- 8 — Dinora Mendes de Andrade;
- 9 — Eunice Ester Vieira Lopes;
- 10 — Eurídice da Purificação dos Santos Alves Mendes de Oliveira;
- 11 — Gustavo Ernesto Duarte;
- 12 — Hermínio Neves Brito;
- 13 — Ildeberto João Avelino Rosa;
- 14 — Inácia Lopes Tavares Barbosa Amado;
- 15 — Ineida Mendes Tavares;
- 16 — Ivete Filomena Almeida da Cruz dos Santos;
- 17 — José António Vaz Ferreira;
- 18 — José Lino Mendes Fernandes;
- 19 — José Maria Lopes Cabral;
- 20 — José Maria Sanches Correia;
- 21 — Júlia Maria Lima Évora;
- 22 — Laura Monteiro Gomes;
- 23 — Lina Paulina Monteiro Soares;
- 24 — Manuel Sanches Tavares;
- 25 — Maria Alice Pereira de Sousa;
- 26 — Maria Celeste Santos Moreira de Pina;
- 27 — Maria do Céu Monteiro Rocha;
- 28 — Maria Eduarda Vaz Tavares;
- 29 — Maria Elisabeth Lopes de Pina;
- 30 — Maria Filomena Fontes Brandão;
- 31 — Maria Helena Almeida Cardoso;
- 32 — Maria Isabel Pimentel Barbosa Vicente;
- 33 — Maria Joana Rodrigues;
- 34 — Maria José Monteiro Silva;
- 35 — Maria da Luz Brito;
- 36 — Maria da Luz Delgado Fernandes;
- 37 — Maria do Rosário de Fátima Brito Vieira;
- 38 — Mário Lopes Pereira Leal;
- 39 — Marta Maria Soares;
- 40 — Natália Filomena Cabral Fernandes Lopes da Veiga;
- 41 — Olívio Correia Lopes da Rosa Barbosa Amado;
- 42 — Teodora Maria de Brito Duarte;
- 43 — Viegas Rodrigues da Costa Duarte.

Admitidos condicionalmente:

- 1 — Carlos Alberto Gomes b);
- 2 — Carlos Gonçalves Soares de Pina d);
- 3 — Cesaltina Mendes Furtado b) c);
- 4 — Cláudia Correia b) c);
- 5 — Clementina Vieira Furtado b) c);
- 6 — Conceição Martins b) c);
- 7 — Domingas Isabel Fernandes b) c);
- 8 — Filomeno Correia Gomes de Barros b) c);
- 9 — Iolanda de Fátima Santiago b) c);
- 10 — Lídia Ester Andrade Barros b) c);
- 11 — Maria Assunção Mendes Santos c);
- 12 — Maria da Conceição Semedo Delgado Freire b) c);
- 13 — Maria de Jesus Rodrigues Pereira Furtado Mendes b) c);
- 14 — Maria Júlia Barreto da Moura b) c);
- 15 — Maria Madalena Almeida Cardoso b);
- 16 — Maria Paula Freitas Alfama b) c);
- 17 — Maria Tavares Pereira b) c);
- 18 — Maria Tereza Vaz b);

- 19 — Maria Vieira Fernandes b) c);
- 20 — Miguel Horta da Silva b) c);
- 21 — Moisés Pereira Vaz b);

Excluídos:

- 1 — Cesaltina de Fátima Pereira da Silva Correia f);
- 2 — Maria de Fátima da Graça Fortes e);

Os candidatos admitidos condicionalmente, devem apresentar, no prazo de vinte dias, a contar da data da publicação desta lista no *Boletim Oficial*, os documentos que se indicam:

- a) Certificado de que possui o 3.º ano do curso geral dos liceus (ex-5.º ano) ou equivalente;
- b) Certificado de que possui o 2.º ano do ciclo preparatório;
- c) Certidão de idade;
- d) Deverá autenticar a fotocópia do certificado de habilitações literárias que juntou ou apresentar nova certidão;

Os candidatos excluídos:

- e) Por não ter a idade mínima legal de 18 anos;
- f) Por o pedido ter dado entrada fora de prazo.

COMUNICAÇÕES

Para os devidos efeitos se comunica que Humberto dos Santos Flor, escriturário-dactilógrafo de 2.ª classe da Direcção-Geral do Turismo e Artesanato — tomou posse do referido cargo em 1 de Julho de 1980.

Para os devidos efeitos se comunica que foram visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 24 de Julho corrente, os diplomas de provimento dos docentes que a seguir se indicam:

Liceu «Ludgero Lima»:

- Eng.º Ricardino Fonseca Neves.
Eng.ª Delmira Coutinho Neves.

Escola Industrial e Comercial do Mindelo:

Jorge Manuel Nobre de Melo.

Escola Preparatória «Jorge Barbosa»:

- Idalina da Luz Delgado Rocha.
Clotilde Andrade Delgado.
Armandina Marília Oliveira Ramos.
Elizabete da Cruz Monteiro.

Escola Preparatória do Porto Novo:

- Nair Alves Rodrigues.
João Aqueleu Jenner Barbosa Amado.
Domingos António Lopes.
Francisco José da Silva Amaral.

Para os devidos efeitos se comunica que foram visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas nas seguintes datas, os diplomas de provimento dos docentes que a seguir se indicam:

Dia 27 de Julho de 1980:

Escola Preparatória do Tarrafal:

António Firmino dos Reis.

Dia 28 de Julho de 1980:

Escola Preparatória do Fogo:

Maria Alcinda Monteiro.

Dia 30 de Julho de 1980:

Mário Alberto Bárber.

Escola Preparatória «Jorge Barbosa»:

Luis Alberto Rodrigues.

Nos termos do n.º 2 do artigo 5.º do Decreto n.º 47/75, de 15 de Novembro, foi designado, pelo Delegado do Governo do Concelho de Santa Cruz, o 3.º oficial, interino, Pedro Teixeira, para substituir o secretário administrativo, durante o período em que este se encontrar de licença disciplinar.

Para os devidos efeitos se comunica que Orlando Lima, nomeado para, definitivamente, exercer o cargo de piloto prático de 1.ª classe da Direcção-Geral de Marinha e Portos, por despacho de 18 de Abril de 1980, visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 12 de Junho de 1980, tomou posse do referido cargo em 1 de Julho de 1980.

Para os devidos efeitos se comunica que José Lopes Varela, condutor-auto de 2.ª classe, provisório, do Serviço Nacional de Viação (Parque Automóvel), nomeado por despacho de 30 de Janeiro de 1980, visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 19 de Junho findo, publicado no *Boletim Oficial* n.º 28, de 12 de Julho de 1980, tomou posse do referido cargo em 17 de Julho de 1980.

Comunica-se, para os devidos efeitos, que tomou posse no dia 21 de Junho de 1980, no cargo de 3.º oficial, interino, da Direcção-Geral de Assuntos Sociais, Maria da Luz Andrade, nomeada por despacho de 16 de Abril de 1980, visado em 30 de Abril de 1980, in *Boletim Oficial* n.º 21/80.

Comunica-se, para os devidos efeitos que tomaram posse do cargo de técnico superior de 2.ª classe, provisório, da Direcção-Geral de Saúde, os seguintes indivíduos nomeados por despacho de 12 de Março de 1980, visado em 11 de Abril de 1980, in *Boletim Oficial* n.º 21/80, com efeitos retroactivos a partir de 1 de Janeiro de 1980.

Em 12 de Julho de 1980:

Dr. Luis de Sousa Nobre Leite.

Em 14 de Julho de 1980:

Dr.ª Maria Jesus de Carvalho.

Comunica-se, para os devidos efeitos, que tomaram posse no cargo de técnico profissional de 1.º nível-3.ª classe, provisório, nomeados por despacho de 21 de Maio de 1980, visado em 19 de Junho de 1980, in *Boletim Oficial* n.º 26/80, os seguintes indivíduos:

Em 7 de Julho de 1980:

Emilio Lopes Semedo;

José de Pina Fernandes;

Daniel Marques de Oliveira Lopes;

Maria Eduarda Mendes de Brito.

Em 14:

Emelita da Conceição Barbosa Amado.

Comunica-se para os devidos efeitos, que tomaram posse no cargo de técnico profissional de 1.º nível, 3.ª classe, definitivo, nomeados por despacho de 21 de Maio de 1980,

visado em 19 de Junho de 1980, no *Boletim Oficial* n.º 26 e 27/80, os seguintes indivíduos:

Em 7 de Julho de 1980:

Adolfo Joaquim Gomes Fernandes.

Euclides Pereira.

Mário Alberto Delgado Gomes a).

Em 14:

Dorinda Filipe Barbosa Mendes.

Maria Helena Lopes.

Catarina Sanches.

Maria Luisa Barros Mendes Tavares.

Maria Filomena do Rosário de Fátima Borges Tavares.

a) Continua em comissão de serviço na EMPROFAC.

Para os devidos efeitos se comunica que os escriturários-dactilógrafos de 2.ª classe da Secretaria-Geral das Obras Públicas, Maria Perpétua Silva Salomão, Lucas de Pina, Delfina Spínola Amarante, João dos Reis Monteiro, Maria Josefa da Conceição Chaves e João Baessa Afonso — tomaram posse em 1 de Julho de 1980, do cargo para que foram nomeados por despacho de 13 de Março de 1980, publicado no *Boletim Oficial* n.º 24, de 14 de Junho de 1980.

Olinda Nunes Mendonça, escriturária-dactilógrafa de 2.ª classe, provisória, da Direcção-Geral das Obras Públicas, nomeada por despacho de 13 de Março de 1980, publicado no *Boletim Oficial* n.º 25, de 21 de Junho de 1980 — tomou posse do referido cargo em 1 de Julho do corrente ano.

Ana Maria Semedo Alfama, escriturária-dactilógrafa de 2.ª classe da Direcção-Geral de Construção Civil, nomeada por despacho de 13 de Março de 1980, publicado no *Boletim Oficial* n.º 25, de 21 de Junho — tomou posse do referido cargo em 1 de Julho do corrente ano.

Em 1 de Junho de 1980 — Maria da Luz Ramos Monteiro de Oliveira Santos Pinto, 1.º oficial de nomeação definitiva do quadro da Direcção-Geral das Obras Públicas — tomou posse do cargo de chefe de secção, interino, da Direcção Regional de Barlavento das Obras Públicas.

RECTIFICAÇÕES

Por ter saído inexacto no *Boletim Oficial* n.º 23, de 7 de Junho de 1980, o despacho do Camarada Ministro da Educação e Cultura, de 14 de Fevereiro de 1980, referente ao professor de posto escolar, de serviço eventual, Elias Mendes Correia, de novo se publica o mesmo:

Elias Mendes Correia, candidato inscrito — mandado contratar, nos termos do art.º 67.º alínea c) do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, para prestar serviço como professor eventual do posto escolar n.º 19, do concelho de Santa Cruz.

Por ter saído inexacto, novamente se publica o despacho do Camarada Ministro de Educação e Cultura, de 5 de Junho, publicado no *Boletim Oficial* n.º 30, de 26 de Julho de 1980:

Maria do Rosário de Fátima Valadares Dupret, professora do 4.º nível do Liceu «Domingos Ramos» — exonerada, a seu pedido, do referido cargo, a partir da data em que tomar posse do lugar para que vai ser nomeada no Banco de Cabo Verde.

A relação dos diplomas de provimento de professores, visada pelo Tribunal Administrativo e de Contas e publicada no *Boletim Oficial* n.º 17, de 26 de Abril de 1980:

Onde se lê: Alexandrino Pires Amado.
Deve ler-se: Alexandrino Pires Amador.

Por terem saído inexactos no *Boletim Oficial* n.º 26/80, de 28 de Junho, novamente se publicam os seguintes:

Despacho do Camarada Ministro dos Transportes e Comunicações:

De 28 de Abril de 1980:

Onde se lê:
Joré Pedro Rosa Santos;
Deve ler-se:
José Pedro Rosa Santos.

Despacho do Camarada Ministro das Obras Públicas:

De 3 de Junho:

Onde se lê:
José Barros da Afonseca;
Deve ler-se:
José Barros da Fonseca.

Por ter saído inexacto o despacho do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais de 6 de Junho do corrente ano publicado no *Boletim Oficial* n.º 28/80, se rectifica na parte relativa o seguinte nome:

Onde se lê — Olímpia Peggy Toibe Schofield;
Deve-se ler — Olinda Peggy Toibe Schofield.

Por ter saído inexacto no *Boletim Oficial* n.º 31/80, de 2 de Agosto, novamente se publica:

Despacho do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais:

De 29 de Junho de 1980:

Onde se lê:
47 — Maria Celestina Lima Barros Ramos, Delegacia de Saúde da Boa Vista.
Deve ler-se:
47 — Maria Celeste Lima Barros Ramos, Delegacia de Saúde da Boa Vista.

Direcção-Geral da Função Pública, na Praia, 9 de Agosto de 1980. — O director-geral, *Jorge Manuel Soares de Brito*.

AVISOS E ANÚNCIOS OFICIAIS

MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO ECONÓMICA

Secretaria de Estado do Comércio, Turismo e Artesanato

Direcção-Geral do Comércio

AVISO

Para os devidos efeitos se torna público que foi fixado em 5\$ o preço de venda de café à chávana, para vigorar na Praia.

Direcção-Geral do Comércio, na Praia, 8 de Agosto de 1980. — O Director-Geral, *Georgina de Mello*.

ANÚNCIOS JUDICIAIS E OUTROS

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA

Direcção-Geral dos Registos e do Notariado

Cartório Notarial da Região da 1.ª Classe da Praia

Notário: *Jorge Rodrigues Pires*

JUSTIFICAÇÃO NOTARIAL

Certifico narrativamente, para efeitos de publicação, que neste Cartório a meu cargo e no livro de notas para escrituras diversas n.º 5/A, de folhas trinta e sete a trinta e oito, verso, se encontra exarada uma escritura de Justificação Notarial com data de vinte e um de Julho de mil novecentos e oitenta, na qual, Armando Pires Lopes, casado sob o regime de comunhão geral de bens com Natália Pereira dos Santos Rosário Lopes, escriturário, natural da ilha de Santiago, residente em Achadinha, subúrbios desta cidade se declara com exclusão de outrem dono e legítimo possuidor do seguinte prédio: «um prédio urbano, moradia, rés-do-chão, situado na Achadinha de Baixo, construído de alvenaria de pedra basáltica assente com argamassa de cimento e areia e de blocos pré-fabricados, rebocado com massa fina de cimento e pintado a tinta de água por dentro e fora, os pavimentos de betão simples assente sobre calçada à portuguesa e revestido em betonilha corada, coberto com laje de betão armado, composto de um corredor, uma sala de visita, dois quartos de dormir, quarto de banho e cozinha com azulejos, uma sala de jantar, um alpendre, um pequeno pátio e uma varanda na frente, que confronta do Norte com terrenos dos herdeiros de Gustavo Carlos da Afonseca, do Sul com um beco e Maria de Fátima São João Rodrigues Sousa, do Leste com terrenos dos herdeiros de Gustavo Carlos da Afonseca e Maria Dias e do Oeste com Rua e Maria Manuela Lopes Soares, inscrito na matriz predial urbana da freguesia de Nossa Senhora da Graça, sob o número 2550, com o rendimento colectável de 25 500\$, a que corresponde o valor matricial de 510 000\$, o qual não se encontra descrito na Conservatória dos Registos desta Região, conforme certidão negativa lá passada, datada de 9 do mês em curso.

Que o outorgante não adquiriu este prédio por contrato, nem por sucessão, mas por título de aquisição originário, por o ter construído com o seu trabalho e com o seu material empregado nessa construção.

Que, assim, não pode provar o seu domínio por documentos ou por meios normais e para suprir essa falta de título escrito, vem por este meio justificar o seu domínio e propriedade do mencionado prédio.

Está conforme.

Cartório Notarial da Região de Primeira Classe da Praia, aos oito dias do mês de Agosto do ano de mil novecentos e oitenta. — O Notário, *Jorge Rodrigues Pires*.

CONTA:

Art. 18.º n.ºs 1, e 2.	70\$00
Art. 25.º 1. b)	70\$00
Cofre geral de Justiça	14\$00
Taxa de reembolso	3\$00
Selos	25\$00
Soma	182\$00

São: (cento e oitenta e dois escudos). Conferida por *Jacinto Vaz Furtado*. Registado sob o n.º 2156/80.

Tribunal Regional de 1.ª Classe de S. Vicente

ANÚNCIO JUDICIAL

(2.ª publicação)

Para os devidos efeitos se faz saber que, pelo Juízo de Direito desta Região, na acção ordinária (divórcio litigioso), registada sob o n.º 41/80, pendente neste Juízo, movida pelo autor Manuel Nicolau Monteiro, marítimo, natural desta ilha, domiciliado no sítio de Fonte Filipe, porta n.º 2, contra Maria de Fátima Silva, natural desta ilha, onde residia no dito sítio de Fonte Filipe, porta n.º 2, actualmente ausente em parte incerta de Portugal, é esta ré citada para contestar, apresentando a sua defesa no prazo de vinte dias, que começa a correr depois de finda a dilação de dez dias contada da segunda e última publicação deste anúncio.

Cartório do Juízo de Direito da Região de Primeira Classe em S. Vicente, aos 7 de Julho de 1980. — O Juíz de Direito *Belmiro Monteiro Gil*.

O Escrivão de Direito, *João Baptista Rodrigues*.

(115)

ANÚNCIO JUDICIAL

Para os devidos efeitos se faz saber que, pelo Juízo de Direito desta Região, nos autos de acção de estado de pessoa com processo ordinário (investigação de paternidade ilegítima), registados sob o n.º 25/80, pendente neste Juízo, movida pela autora Venância Sousa Andrade, solteira, maior, empregada doméstica, residente no estrangeiro, presentemente de passagem por esta cidade, contra Benvido Varela Duarte, de 17 anos de idade, José Varela Duarte, de 15 anos de idade, representados por sua mãe Eva Medina Varela, solteira, maior, doméstica, residente em parte incerta de S. Tomé e Príncipe, e Filomeno Silva Duarte, solteiro, maior, residente em parte incerta do estrangeiro, são estes réus citados para contestarem, apresentando as suas defesas no prazo de vinte dias, que começará a correr depois de finda a dilação de vinte dias, contados da segunda e última publicação deste anúncio.

Cartório do Juízo de Direito da Região de Primeira Classe de S. Vicente, em Mindelo, 3 de Julho de 1980. — O 1.º substituto do Juiz de Direito, em exercício, *ilegível*.

O Escrivão de Direito, *João Baptista Rodrigues*

(116)

Confecções Morabeza, S. A. R. L.

CONVOCATÓRIA

Nos termos do artigo 16.º dos Estatutos convoco ós senhores accionistas a reunirem-se em Assembleia Geral Extraordinária, no dia 29 de Agosto de 1980, pelas 21 horas, na sede da Associação Comercial, Industrial e Agrícola de Barlavento, nesta cidade do Mindelo, com a seguinte Ordem do Dia:

— Appreciar a decisão do Conselho de Administração de aumento do capital social da empresa até 15 000 000\$.

Mindelo, 5 de Agosto de 1980. — O Presidente da Mesa da Assembleia Geral, *Filinto Jóia Martins*.

(segue-se o reconhecimento)

(117)

Cooperativa de Consumo «Sonho di Onti»

EXTRACTOS DE ESTATUTO

A Cooperativa de Consumo «Sonho di Onti» tem a sua sede social em Achada Fazenda, Santiago Maior, concelho de Santa Cruz e tem por objecto:

- A promoção sócio-cultural e política dos cooperadores, com vista a uma participação activa e consciênte no programa de Reconstrução Nacional
- O aumento de nível de vida dos cooperadores;
- A distribuição de bens de consumo;
- A comercialização de produtos dos cooperadores;
- A difusão e o desenvolvimento dos ideais cooperativistas e do espírito de solidariedade entre os cooperadores;
- Beneficiar os seus cooperadores com artigos de consumo e factores de produção em condições favoráveis de preço e de qualidade.

Praia, 31 de Julho de 1980.

(118)

Cooperativa Operária de Produção de Carpintaria e Marcenaria «1.º de Maio»

EXTRACTOS DE ESTATUTO

A Cooperativa Operária e Produção de Carpintaria e Marcenaria «1.º de Maio» tem a sua sede na cidade do Mindelo — Chã de Cemitério — e tem por objecto:

- A produção e o abastecimento do mercado em produtos de boa qualidade e a preços justos;
- A utilização racional da força de trabalho dos cooperadores, desenvolvendo ao máximo as capacidades criadoras de cada um deles;
- A utilização racional dos fundos postos à sua disposição na realização de investimentos que permitam uma produção eficaz e um melhor aproveitamento dos recursos;
- O aumento do nível de qualificação profissional e formação cooperativista dos cooperadores com vista à sua promoção sócio-cultural e política.

Praia, 31 de Julho de 1980.

(119)

Cooperativa de Consumo de «S. Domingos»

EXTRACTOS DE ESTATUTO

A Cooperativa de Consumo de «S. Domingos» tem a sua sede social em Várzea de Igreja — S. Domingos, concelho da Praia — e tem por objecto:

- A promoção sócio-cultural e política dos cooperadores com vista a uma participação activa e consciênte no programa de Reconstrução Nacional;
- O aumento de nível de vida dos cooperadores;
- A distribuição de bens de consumo;
- A comercialização de produtos dos cooperadores;
- A difusão e o desenvolvimento dos ideais cooperativistas e do espírito de solidariedade entre os cooperadores;
- Beneficiar os seus cooperadores com artigos de consumo e factores de produção em condições favoráveis de preço e de qualidade.

Praia, 31 de Julho de 1980.

(120)